

DOSSIER PRESSE

LE PRIX DES DROITS DE L'HOMME DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

- EDITION 2020 -



CNC**DH**

COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PRIX DES DROITS DE L'HOMME DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

« LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ »

Le Prix des droits de l'Homme de la République française « Liberté, Égalité, Fraternité » est décerné chaque année depuis 1988 par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Le Prix a vocation à distinguer des actions de terrain et des projets portant sur la protection et la promotion effectives des droits de l'Homme, dans l'esprit de la *Déclaration universelle des droits de l'Homme*, et de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, sans distinction de nationalité ou de frontière.

Par ce Prix, la République française souhaite soutenir les actions individuelles et collectives en faveur de la défense et de la protection des droits de l'homme dans le monde. Le Prix reconnaît le rôle fondamental que joue la société civile, et en particulier les organisations non gouvernementales, dans la promotion et la protection de ces droits. La France entend ainsi mettre à l'honneur et encourager les acteurs de terrain. En vertu de la valeur protectrice du Prix, les lauréats, parfois menacés dans leur pays à cause de leur action en faveur des droits de l'Homme, sont placés sous la protection diplomatique des ambassades françaises à l'étranger.

THEME #1

THEME #2

La crise sanitaire mondiale a jeté une lumière crue sur les difficultés particulières auxquelles sont confrontées les personnes vulnérables ou défavorisées au regard de la réalisation du droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre, consacré par l'article 12 du *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*.

Le droit à la santé suppose que soient réunis un ensemble de critères sociaux favorables à l'état de santé de toutes et tous, notamment la disponibilité de services de santé, le libre accès à des structures de soins, une politique de prévention, des médicaments à des tarifs abordables, etc. La réalisation du droit à la santé est étroitement liée à la réalisation des autres droits de l'Homme, notamment le droit à l'alimentation, au logement, au travail, à l'éducation, à la non-discrimination, à l'accès à l'information et à la participation.

Les groupes dits vulnérables ou en marge de la société sont souvent moins susceptibles de jouir du droit à la santé.

La lutte contre les exclusions est un combat pour la concrétisation de la dignité humaine. Elle passe par l'accès aux soins et l'adaptation des politiques de prévention. Elle commande notamment d'intégrer la dimension sexospécifique tenant aux enjeux de santé pour les filles et les femmes.

Les organisations retenues par le jury ont présenté un projet visant à améliorer l'accès aux politiques de prévention et l'accès aux soins des personnes dites vulnérables ou des populations défavorisées, dans une logique de lutte contre les exclusions.

Faire le lien entre droits de l'Homme et environnement est un enjeu crucial dans le monde contemporain. Les droits humains et l'environnement sain entretiennent une interrelation étroite et concrète. D'une part, les violations des droits humains sont aggravées par la détérioration de l'environnement, avec un impact encore plus grand pour les groupes dits vulnérables, notamment les peuples autochtones et les personnes en situation d'extrême pauvreté. D'autre part, les atteintes à l'environnement et les modifications de l'environnement dues aux changements climatiques engendrent des violations des droits humains : droit à la santé, droit à l'eau, droit à l'alimentation, droit au logement, droit à la vie, etc.

Les défenseurs de l'environnement et de la biodiversité sont les personnes ou les groupes qui défendent, de façon non violente, le droit à un environnement sain et la protection du vivant dans le but de promouvoir, protéger et mettre en œuvre les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, suivant une approche universelle. Certaines communautés entretenant un rapport particulier avec la nature, une partie de la jeunesse et de très nombreuses femmes se mobilisent en faveur de la défense de l'environnement et de la biodiversité.

Les personnes et organisations retenues par le jury portent des projets de plaidoyer ou de terrain visant à protéger l'environnement ou la biodiversité ou à protéger des lanceurs d'alerte ou des défenseurs de l'environnement.

LES LAURÉATS



TAISIYA KUTUZOVA

Pays : Ukraine

Thème : la défense de l'environnement et de la biodiversité



Taisiia Kutuzova est une journaliste et réalisatrice de cinéma documentaire basée à Kiev. Forcée de quitter la péninsule de Crimée, occupée par la Russie depuis 2014, Madame Kutuzova travaille comme journaliste multimédia et vidéographe pour Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), deux médias de référence en Ukraine.

Madame Kutuzova propose le projet d'un long métrage : « Shut the fuck up!». Commencée en 2017, cette enquête documentaire porte sur la destruction de l'environnement permise par la corruption endémique du système politique ukrainien et une spéculation immobilière grandissante.

La réalisatrice a suivi pendant trois ans un jeune adolescent, Serhiy, qui enquête sur le scandale sanitaire de son petit village de Hatne. Cette bourgade rurale de la banlieue de Kiev a été victime des agissements d'investisseurs immobiliers peu scrupuleux, qui ont frénétiquement construit des tours d'habitation de manière illégale. Ces constructions sauvages, rendues possibles par des accords avec les élus locaux, ont été raccordées aux réseaux de canalisation de la période soviétique sans en prévoir de nouveaux. Résultat : les canalisations ont cédé et le village a vu se former, en son centre, un lac fétide d'excréments représentant un véritable danger sanitaire. Témoin de ce désastre, le jeune homme tente de se battre contre les responsables de ce désastre, en dépit des violences et intimidations qu'il subit.

Plus que jamais déterminée à mettre en avant son jeune héros au courage sans borne, Madame Kutuzova rencontre pourtant de nombreuses difficultés. En effet, depuis trois ans, toute l'Ukraine est frappée par une vague de répression qui vise les activistes de la société civile et les lanceurs d'alerte, dans l'impunité la plus totale et loin du regard de la communauté internationale. La réalisatrice a ainsi été, elle aussi, violente par la police dans le cadre du tournage du documentaire.

Elle a obtenu en 2018 le soutien de Docudays UA Kyiv, le principal festival de cinéma documentaire d'Ukraine, consacré aux droits de l'Homme. En 2020, elle a été sélectionnée pour faire partie des rares cinéastes soutenus par le prestigieux fonds IDFA Bertha Fund d'Amsterdam, qui soutient de jeunes réalisateurs émergents.

Mots du jury

Le jury a été marqué par la détermination et le courage aussi bien de la réalisatrice que de son jeune héros, qui continue à documenter ces abus et à défendre l'environnement, malgré les intimidations dont ils sont victimes. Le jury a tenu à distinguer le rôle de défenseur des droits de l'Homme de Taisiia Kutuzova et par extension du héros de son film, dans un contexte où les pressions politiques menacent la réalisatrice, son équipe et son projet.

“

Le plus gros problème de mon pays est la corruption. Nous savons que près de 93 activistes ont été attaqués l'année dernière en Ukraine. Ce prix nous permet de révéler cette histoire non seulement à Hatne, à Kiev ou en Ukraine, mais vraiment dans le monde entier.

”

[C O N T A C T]

 www.facebook.com/taisiiia.kutuzova

MONGOL ECOLOGY CENTER (MEC)

Pays : Mongolie

Thème : la défense de l'environnement et de la biodiversité



Fondé en 2010, le Mongol Ecology Center est une ONG qui a pour ambition de préserver l'environnement et les ressources naturelles de la Mongolie. Elle œuvre pour que la croissance économique soit complémentaire à la préservation du patrimoine naturel et culturel du pays afin de garantir un avenir durable aux générations futures.

Le MEC souhaite soutenir Madame Surenkhoo, propriétaire d'une coopérative agricole dans le sud du désert du Gobi et principale défenseuse de l'écosystème de la région. Les montagnes de Tost, où se trouve la coopérative, sont un lieu où la biodiversité est d'une rare richesse mais aussi un espace très fragilisé par l'activité minière des dernières années. Le projet consiste à aider les membres de la coopérative à devenir économiquement indépendants afin qu'ils puissent se maintenir et continuer leurs actions en faveur de la protection de l'environnement et des espèces protégées. Pour cela, le MEC espère aider la coopérative à diversifier ses revenus, actuellement basés uniquement sur l'élevage d'animaux, en proposant à ses membres une série de formations.

Les formations couvrent trois domaines :

1. la confection d'artisanat local qui pourra être vendu aux touristes ;
2. le développement du tourisme communautaire pour exploiter le cadre exceptionnel de la région et transmettre aux touristes les valeurs de préservation du patrimoine naturel et culturel de la Mongolie ;
3. l'initiation à l'usage des serres à faibles coûts afin d'augmenter la période de pousse des légumes et se départir de la contrainte de l'accès difficile à l'eau.

Mots du jury

Le jury a été sensible au caractère innovant du projet proposé par l'association Mongol Ecology Center qui a la particularité de mettre en lien les thématiques de l'environnement et des droits économiques et sociaux des femmes, au sein d'une région du monde où les droits de l'Homme sont remis en cause par les autorités.

“

Nous sommes vraiment heureux d'avoir remporté ce prix parce que ça ne nous encourage pas seulement nous mais aussi d'autres personnes ordinaires et des ONG qui travaillent partout ailleurs dans le monde, et nous pouvons faire la différence, nous pouvons nous faire remarquer.

[C O N T A C T]

”

@ <https://mongolec.org/>

f @MongolEcologyCenter

t @mongolecology





GROUPE TANZANIEN DE CONSERVATION DES FORÊTS

Pays : Tanzanie

Thème : la défense de l'environnement et de la biodiversité



Tanzania Forest
Conservation Group
Shirika la Kuhifadhi
Misitu ya Asili Tanzania

Fondé en 1985, le Tanzania Forest Conservation Group (TFCG) est la plus grande organisation non gouvernementale tanzanienne engagée en faveur de la conservation des forêts naturelles. L'objectif principal de l'association est de réduire la pauvreté en milieu rural et de protéger la biodiversité des forêts en Tanzanie aujourd'hui et pour les générations futures. Afin d'y parvenir, l'ONG mise sur le développement communautaire et la

participation des populations locales.

Le TFCG a participé à la formation de plus de 50 réserves villageoises forestières et a permis la plantation de plus de trois millions d'arbres. Par ailleurs, elle n'a eu de cesse de plaider pour un engagement équitable des communautés dans la gestion des forêts afin de réduire la déforestation des terres leur appartenant.

Si la plupart des forêts côtières sont protégées par des réserves forestières gouvernementales, certaines parcelles sont situées sur des terres villageoises et appartiennent toujours aux communautés qui les gèrent. Ces forêts sont importantes car elles servent d'habitat à la vie sauvage et de corridor forestier. La conservation de la biodiversité unique et menacée qu'on retrouve actuellement dans ces territoires est primordiale.

Le TFCG souhaite proposer la formation de dix comités villageois spécialisés dans les ressources naturelles et équiper des patrouilles de protection des forêts. L'ambition de ce projet est de renforcer la gouvernance locale dans la prise de décision sur l'utilisation et la gestion des ressources de la forêt. En instaurant le cadre et en fournissant les moyens nécessaires, ce projet permet aux comités villageois et à l'ensemble de la communauté de comprendre pleinement leurs droits et responsabilités.

Mots du jury

Le jury salue la volonté de l'association de privilégier la responsabilité des acteurs locaux dans la protection de leur environnement. Outre l'implantation dans un contexte marqué par des problématiques récurrentes liées à la déforestation, le projet implique en effet le développement de la participation des villageois à sa réalisation. Le jury souligne également que le contexte politique et la déforestation deviennent un problème public tanzanien, relayé par des acteurs étatiques, qu'il est important de soutenir.

“

Notre travail de sensibilisation auprès des communautés pour conserver les forêts est reconnu, ce qui va également nous encourager à continuer nos efforts à préserver toujours plus les ressources naturelles.

”

[C O N T A C T]

<http://www.tfcg.org/>

JEEVIKA

Pays : Inde

Thème : le droit à la santé et la lutte contre les exclusion



Fondée en 1996, l'association Jeevika lutte en faveur de l'éradication du travail forcé dans l'État du Karnataka au sud de l'Inde. Bien qu'aboli par la loi de 1976, le travail forcé persiste encore aujourd'hui, tout comme le système de castes avec lequel il va de paire, notamment en zones rurales. Ainsi un paysan qui a contracté une dette doit effectuer des travaux pour le prêteur tant qu'il n'a pas remboursé sa dette. Cet asservissement au remboursement entraîne un

esclavage qui peut s'étendre sur des générations, tant que la dette n'est pas remboursée. Jeevika tente de garantir et promouvoir les droits de l'Homme des travailleurs, ses asservi.e.s, mais aussi plus largement ceux des communautés marginalisées. Outre ce travail de réhabilitation des victimes d'esclavage forcé et de sensibilisation de l'opinion publique, l'association effectue un important travail de lobby auprès des autorités. Son implication et son expertise lui ont permis d'être reconnue et de participer activement à l'élaboration d'un plan d'action gouvernemental contre le travail forcé en Inde.

L'objectif principal du projet est de renforcer les VHSNC (Village Health, Sanitation and Nutrition Committees, ou « comités villageois pour la santé, l'assainissement et la nutrition ») pour

qu'ils puissent répondre aux besoins sanitaires et médicaux des sections les plus marginalisées de la population des villages, en particulier ceux des travailleurs.euses asservi.e.s.

Jeevika souhaite nommer six coordonnateurs de la santé. Ces derniers seront chargés de mettre en place les activités et programmes de sensibilisation dans les villages concernant diverses maladies, telles que la tuberculose, la lèpre, le cancer, le diabète, le paludisme, et le sida.

L'association espère également mettre en place des projets :

1. d'assainissement et de maintien de la propreté des drainages dans les villages en désinfectant les gouttières afin d'éviter la propagation des maladies transmissibles ;
2. d'identification et de réponse aux besoins sanitaires des mères, femmes enceintes et femmes qui allaitent ;
3. d'organisation d'ateliers sur la santé ;



Ce statut va nous permettre de mettre en place un projet qui va avoir un impact direct sur l'ensemble de la population de Karnataka. Ce Prix va nous permettre de gagner en crédibilité et de mettre en lumière la question du travail forcé en Inde.

[C O N T A C T]

www.jeevika.org.uk/



www.facebook.com/JeevikaTrustUK



www.twitter.com/Jeevika_Trust

4. d'agir contre la pratique de défécation à l'air libre en construisant des toilettes dans les villages et en apprenant aux habitants à s'en servir.

Jeevika a déjà été récompensée pour son action : le Mother Theresa Memorial Social Justice International Award en 2019, l'Harriett Tubman International Freedom Award en 2010 et le Karnataka State Human Rights Award en 2008.

Mots du jury

Le jury a tenu à récompenser la détermination de cette association à promouvoir le droit à la santé et la lutte contre les exclusions, en venant en aide aux populations marginalisées victimes d'exploitation au travail. Le jury valorise également la formation de coordonnateurs de santé qui contribue à sensibiliser les populations locales aux diverses maladies auxquelles celles-ci sont exposées.



MEKONG PLUS

Pays : Vietnam

Thème : la défense de l'environnement et de la biodiversité



Fondée par Bernard KERVYN en 1994, Mekong Plus est une ONG française qui a pour but de réduire la grande pauvreté au Vietnam et au Cambodge. L'association vient en aide aux plus démunis en s'intéressant à tous les aspects importants de leur vie. Les programmes d'action touchent à l'agriculture, à l'emploi, au microcrédit, à l'éducation, au genre, au développement de la petite infrastructure et à la protection de l'environnement.

L'objectif de l'association est de promouvoir le développement communautaire en menant des actions à faible coût qui intègrent la population locale et qui ciblent prioritairement les plus pauvres.

Considéré comme le "grenier" du Vietnam par sa fertilité et ses conditions climatiques clémentes, le delta du Mékong est touché de plein fouet par les changements climatiques. Les incursions d'eau salée, la pénurie d'eau douce, l'érosion et maintenant l'affaissement des sols font partie des risques majeurs que connaît la région. L'ONG Mékong Plus oeuvre à soutenir les populations les plus démunies tout en protégeant l'environnement et la biodiversité de la zone.

Dans cette perspective, le projet de l'association tend à lutter contre l'extrême pauvreté tout en initiant une transition écologique dans les pratiques culturelles et les procédés utilisés. Mekong Plus développe une

approche intégrée, impliquant une forte participation des populations locales à chacune des étapes de ses projets. Les programmes de développement communautaire menés par Mekong Plus se multiplient et s'intensifient ; ils permettent, à des coûts très bas, de mener des actions durables et répliquables, tout en protégeant l'environnement et limitant les dégâts causés par la montée de l'eau salée. Ainsi, le projet propose plusieurs initiatives alliant ces deux problématiques, telles que la mise en place de microcrédits et de bourses scolaires, la construction de maisons avec des panneaux de déchets plastiques recyclés ou encore l'organisation de formations proposées aux populations les plus précaires.

Bernard KERVYN, directeur régional de Mékong Plus, a été nommé commandeur de l'ordre de la Couronne royale belge en 2015. Il a également été lauréat de la Fondation Christoffel Plantin la même année.



Ce que nous souhaitons, c'est donner un écho positif. Souvent, nous avons l'impression que les gens disent « la pauvreté a toujours été et sera toujours ainsi », alors qu'en fait le développement ça marche, et ça marche très très bien.

[C O N T A C T]

<https://mekongplus.org/>

 www.facebook.com/MekongPlus/

 twitter.com/mekongplus_ong

Mots du jury

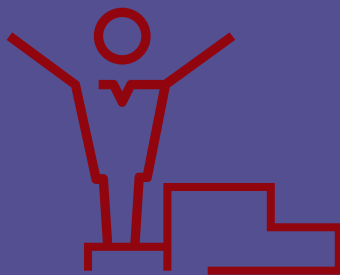
Le jury a décrit le projet proposé par l'association Mékong Plus comme extrêmement bien structuré, mettant en œuvre différentes techniques complémentaires (formation, construction de maison, potager, santé...) pour venir en aide aux populations les plus précaires tout en prenant en compte les problématiques environnementales actuelles.







LES MENTIONS SPÉCIALES



SYSTEX

Pays : France

Thème : la défense de l'environnement et de la biodiversité



SystExt est une association fondée en 2009 par deux ingénieurs géologues miniers. Témoins des excès de leur milieu professionnel, ils décident de fonder un groupe dédié aux questions minières. L'organisation se concentre sur l'industrie minière et ses impacts humains, sanitaires, sociaux et environnementaux. SystExt souhaite faire émerger dans le débat public la question des ressources minérales et permettre sa réappropriation par la société civile et le grand public.

Son positionnement est intermédiaire : sans être opposée à toute activité minière, l'association dénonce et lutte contre les pratiques irresponsables de ce secteur. Ceci lui permet de dialoguer de façon constructive

tant avec les industriels qu'avec les associations locales qui luttent contre les dommages de ces activités, qu'avec le monde académique ou encore avec les acteurs institutionnels.

SystExt vient régulièrement en aide à des associations. L'organisation fait notamment partie du réseau anti-mine français depuis 2012. En 2016-2017, elle a lancé le mouvement de mobilisation international contre le projet dit « de la Montagne d'Or » en Guyane.

[C O N T A C T]

<https://www.systext.org/>

POUSSIÈRES DE VIE

Pays : Vietnam

Thème : la défense de l'environnement et de la biodiversité



Fondée en 2002, Poussières de Vie est une organisation indépendante, qui a pour mission de réussir l'intégration sociale des personnes les plus défavorisées du Vietnam. Pour cela, elle finance et gère une variété de projets à Ho Chi Minh Ville et dans la province de Kon Tum.

Si à ses débuts l'association soutenait exclusivement les enfants qui travaillent dans les rues d'Ho Chi Minh Ville pour subvenir à leurs besoins, elle a vite intégré dans ses

programmes les jeunes adultes et les minorités ethniques des hauts-plateaux du centre du Vietnam. Aux jeunes enfants en situation précaire, les travailleurs sociaux et les bénévoles de Poussières de Vie donnent l'éducation et la formation nécessaires pour leur permettre de vivre un avenir indépendant et durable. Aux jeunes adultes, Poussières de Vie offre des formations professionnalisantes et les accompagne dans leurs recherches d'emploi.

[C O N T A C T]

<https://poussieresdevie.org/en/>

 @poussieresdevievietnam

JESUIT REFUGEE SERVICES

Pays : Burundi

Thème : le droit à la santé et la lutte contre les exclusions



Jesuit Refugee Service Burundi est une association qui fait partie du réseau international JRS présent dans 56 pays. Elle a pour mission de garantir et promouvoir les droits des réfugiés. Partenaire du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) depuis 2005, l'association œuvre activement sur le terrain, notamment à travers son programme d'éducation appliqué dans les camps de réfugiés. Plus largement, elle porte un point d'honneur à rendre ceux à qui elle vient en aide toujours plus autonome notamment via les micro crédits qu'elle octroie, le soutien aux initiatives agricoles ou encore via son travail d'alphabétisation.

[C O N T A C T]

<https://jrs.net/en/country/burundi/>

 @JesuitRefugeeServiceWestAfrica

 @jrs_waf @JesuitRefugee

PARENTS PLEURONS ENSEMBLE À KARABE

Pays : République démocratique du Congo

Thème : le droit à la santé et la lutte contre les exclusions

L'association « Parents Pleurons Ensemble à Kabare » (PPEKA), est une ONG qui a été créée par les victimes directes et indirectes des viols et violences sexuelles perpétrées sur les enfants mineurs, les filles et femmes depuis plus de deux décennies à Kavumu, province du Sud-Kivu.

Ces survivantes se sont constituées en association pour mener ensemble la lutte contre ces fléaux afin de promouvoir les droits des femmes et des enfants dans leurs communautés. Regroupées, elles luttent avec détermination pour éradiquer la pauvreté, l'exclusion des filles et femmes survivantes des violences sexuelles, pour assurer l'autonomisation économique des femmes vulnérables, pour aider d'autres victimes sans voix partout où elles se trouvent dans différents endroits de la province.

TCHENDUKUA

Pays : Colombie

Thème : la défense de l'environnement et de la biodiversité



La Fondation Tchendukua - Aquí y Allá est une organisation non gouvernementale colombienne qui vise à préserver l'environnement et à améliorer la vie des communautés autochtones, dans le respect de leur culture et par la reconnaissance de leurs droits fondamentaux dans l' « espace sacré » du territoire ancestral des peuples autochtones de la Sierra Nevada de Santa Marta. Le projet proposé par cette association initie une action pour le respect des droits humains des peuples autochtones et la protection de leur territoire, impliquant la mise en œuvre d'un programme de monitoring des terres acquises par Tchendukua dans deux zones (Tezhumake, Río Badillo).

[C O N T A C T]

<https://www.tchendukua.org/>

 @Tchendukua

 @TchendukuaKogis

Créée en 1947, la CNCDH est l'Institution nationale de promotion et de protection des droits de l'homme (INDH) française, accréditée de statut A par les Nations unies.

L'action de la CNCDH s'inscrit dans plusieurs missions :

- conseiller les pouvoirs publics en matière de droits de l'Homme ;
- contrôler l'effectivité des engagements de la France en matière de droits de l'Homme et de droit international humanitaire ;
- assurer un suivi de la mise en oeuvre par la France des recommandations formulées par les comités de surveillance internationaux et régionaux ;
- participer à l'éducation et à la formation au respect des droits de l'Homme ;
- alerter l'opinion et sensibiliser le grand public aux droits de l'Homme.

L'indépendance de la CNCDH est consacrée par la loi. Son fonctionnement s'appuie sur le principe du pluralisme

des idées. Ainsi, seule institution assurant un dialogue continu entre la société civile et les experts français en matière de droits de l'homme, elle est composée de 64 personnalités qualifiées et représentants d'organisations non gouvernementales issues de la société civile

La CNCDH est le rapporteur national indépendant

- sur la lutte contre le racisme sous toutes ses formes depuis 1990 ;
- sur la lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains depuis 2014 ;
- sur la mise en oeuvre des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux droits de l'Homme et aux entreprises depuis 2017 et ;
- sur la lutte contre la haine et les discriminations anti-LGBTI depuis 2018. Elle est également la Commission de mise en oeuvre du droit international humanitaire, au sens du Comité international de la Croix Rouge.